

86 B 1134.

**DECLARATION
DE CONFORMITE ET DE REGULARITE**

(Apport partiel d'actif soumis au régime des scissions)

ENTRE

LA SOCIETE

CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL

Société CJI

Stene de Tribunal de
Commerce de Paris
I R R

17 AVR. 2007

N DE DEPOT J504

Et

LA SOCIETE

SUIVI COORDINATION JOAILLERIE

Société SCJ

DECLARATION DE CONFORMITE ET DE REGULARITE

LES SOCIETES SOUSSIGNEES

- **CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL**, société par actions simplifiée au capital de 29.167.504 €, dont le siège est situé : **37, Rue BOISSY d'ANGLAS - 75008 PARIS**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro **334.429.834 RCS PARIS**,

Représentée par **Monsieur Bernard FORNAS**, son Président en exercice, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Société ci-après désignée « la société CJI ou CJI »

ET

- **SUIVI COORDINATION JOAILLERIE**, société par actions simplifiée au capital de 500.000 €, dont le siège est situé : **37, Rue BOISSY d'ANGLAS - 75008 PARIS**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro **441.460.524 RCS PARIS**,

Représentée par son Président **Monsieur Jean-Luc TSCHIRKY**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Société ci-après désignée « la société SCJ ou SCJ ».

déclarent, conformément à l'article L. 236-6 du code de Commerce, qu'il a été procédé à l'apport de la branche d'activité ayant pour objet l'activité « pilotage » de la fabrication de certaines gammes de bijoux pour le compte de ses clients, exploitée au 37, Rue Boissy d'Anglas – 75008 PARIS, consenti par la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE au profit de la société CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL et, qu'à cet effet, les opérations suivantes ont été réalisées :

- ♦ Sur requête conjointe du 18 septembre 2006 et par ordonnance du 23 septembre 2006, Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris a désigné, Madame Maryse LEGOFF en qualité de commissaire à la scission.
- ♦ Le projet d'apport partiel d'actif a été conclu et signé par les sociétés le 20 novembre 2006.

Un original a été déposé le 20 novembre 2006 au greffe du tribunal de commerce de Paris pour la société apporteuse et le 20 novembre 2006 au greffe du tribunal de commerce de Paris pour la société bénéficiaire. Il a en outre fait l'objet d'un avis inséré le 21 novembre 2006 dans « LA GAZETTE DU PALAIS » pour le compte des sociétés apporteuse et bénéficiaire.

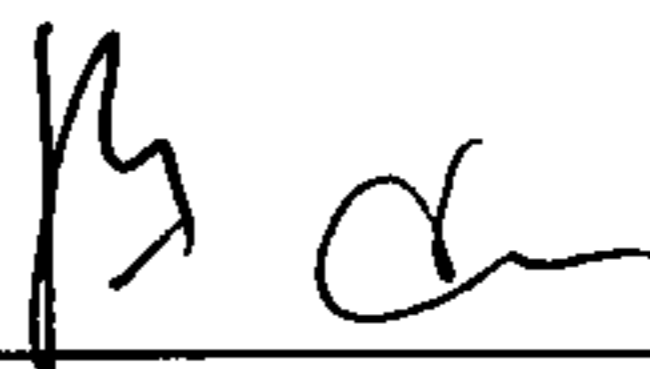
Les documents prévus par la loi ont été mis à la disposition des associés au siège social des sociétés dans les délais légaux.

Les créanciers non obligataires des sociétés participantes ont eu la faculté de former opposition au projet d'apport partiel d'actif. Aucun d'entre eux n'a usé de ce droit.

- ◆ Le commissaire à la scission a déposé ses rapports dans les délais impartis.
- ◆ L'associé unique de la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE par décisions en date du 22 décembre 2006, a :
 - Approuvé le projet d'apport de la branche d'activité ayant pour objet l'activité « pilotage » de la fabrication de certaines gammes de bijoux pour le compte de ses clients, consenti par la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE au profit de la société CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL ;
 - Approuvé toutes les conditions de l'opération et spécialement la rémunération et l'évaluation de l'apport,
 - Décidé l'opération.
- ◆ L'associé unique de la société CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL par décisions en date du 22 décembre 2006, a :
 - Approuvé le projet d'apport de la branche d'activité ayant pour objet l'activité « pilotage » de la fabrication de certaines gammes de bijoux pour le compte de ses clients, consenti par la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE au profit de la société CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL ;
 - Approuvé toutes les conditions de l'opération et spécialement la rémunération et l'évaluation de l'apport,
 - Décidé l'opération et en conséquence l'augmentation de capital en résultant.
- ◆ L'avis de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire a été publié dans le journal d'annonces légales La Gazette du Palais du 23 décembre 2006.

En conséquence des déclarations qui précèdent, les sociétés soussignées affirment que l'apport partiel d'actif consenti par la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE au profit de la société CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL a été réalisé conformément à la loi et aux règlements.


- ◆ Avec deux originaux de la présente déclaration, sont déposés au greffe du tribunal de commerce de Paris pour le compte de la société bénéficiaire :
 - Deux exemplaires du procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 22 décembre 2006.
 - Deux exemplaires des statuts mis à jour.
 - Un exemplaire du journal d'annonces légales La Gazette du Palais du 23 décembre 2006.



- ◆ Avec deux copies de la présente déclaration, sont déposés au greffe du tribunal de commerce de Paris pour le compte de la société apporteuse :
- Deux exemplaires du procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 22 décembre 2006.

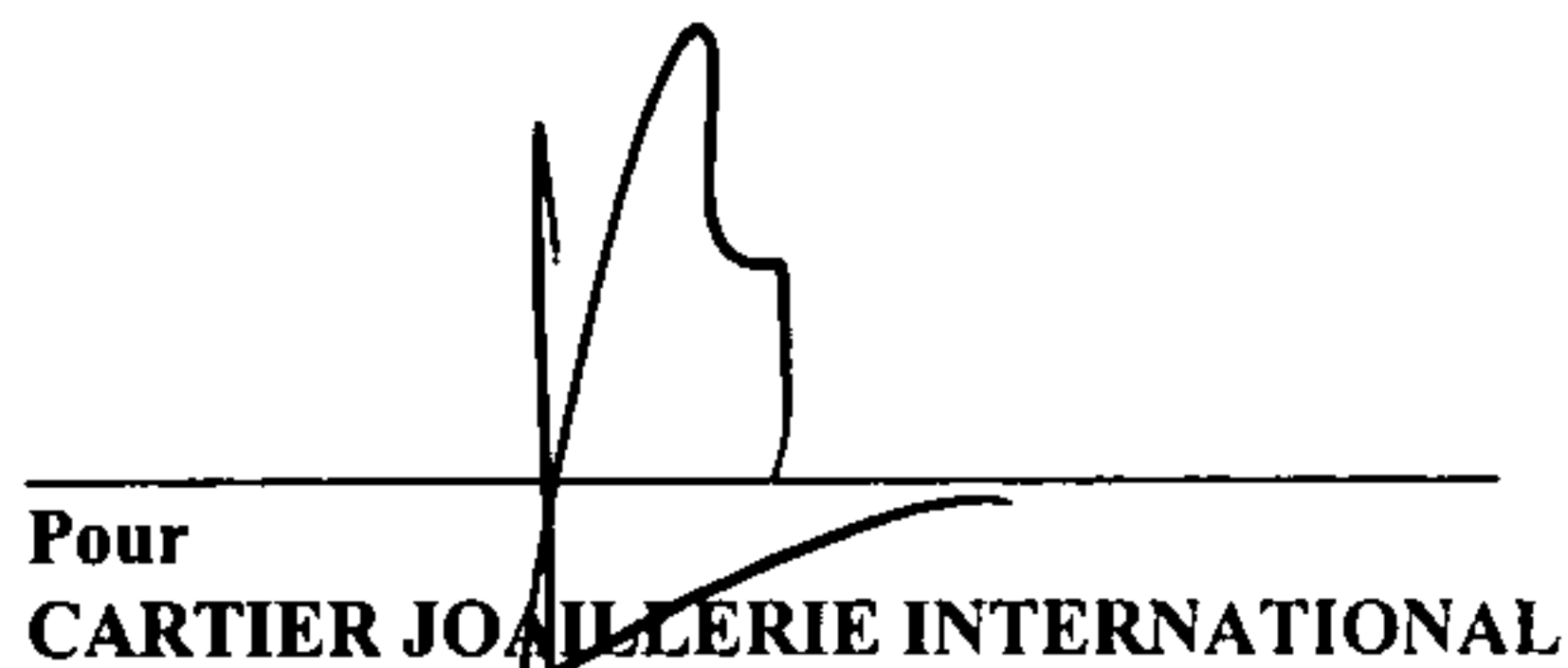
Fait en 6 exemplaires
A Paris

Le 11 janvier 2007



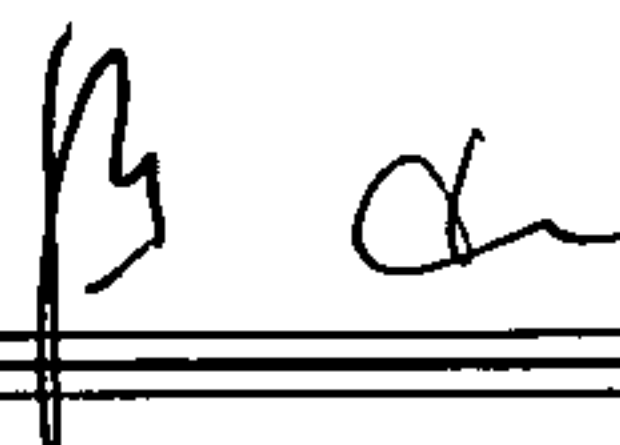
Pour
SUIVI COORDINATION JOAILLERIE

Le Président
M. Jean-Luc TSCHIRKY



Pour
CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL

Le Président
M. Bernard FORNAS



CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL SAS

Société par actions simplifiée au capital de 27.398 000 euros
Siège social : 37 Rue BOISSY D'ANGLAS
75008 PARIS

334 429 834 RCS PARIS

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 22 DECEMBRE 2006

L'an deux mille six, et le vingt deux décembre, au siège social,

La Société **CARTIER**, société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, ayant son siège social 13 Rue de la PAIX – 75002 PARIS, associée unique de la Société **CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL** propriétaire des 1.797.191 actions composant le capital social de ladite société, représentée par **Monsieur Bernard FORNAS**, Président du Directoire,

Le commissaire aux comptes, la société **PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT** dûment invitée étant absente et excusée ;

I. A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'Associé Unique reconnaît avoir eu à sa disposition :

- la copie de la lettre de convocation de l'Associé Unique ;
- la copie de la lettre de convocation du commissaire aux comptes et l'avis postal ;
- le rapport du Président ;
- le rapport du commissaire à la scission sur la valeur des apports et la détermination de la parité ;
- le texte du projet des décisions qui seront soumises à l'Associé Unique ;
- le projet d'apport partiel d'actif conclu avec la société **SUIVI COORDINATION JOAILLERIE** conclu le 20 novembre 2006 ;
- l'avis de projet d'apport partiel d'actif paru le 21 novembre 2006 dans la **GAZETTE DU PALAIS** ;
- une copie des statuts de la Société.

II. A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A L'ORDRE DU JOUR SUIVANT

- Rapports du Président et du commissaire à la scission sur la valeur des apports et la « parité d'échange » ;
- Approbation du projet d'apport partiel d'actif conclu avec la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE ; en conséquence, augmentation du capital social, constatation de la réalisation de l'opération ;
- Augmentation de capital par prélèvement sur le compte « Prime d'émission » et sur le « Report à nouveau »;
- Modifications corrélatives des statuts ;
- Affectation de la prime d'apport ;
- Pouvoirs pour formalités.

PREMIERE DECISION

Après avoir pris connaissance du projet d'apport partiel d'actif prévoyant la transmission au profit de notre société de la branche d'activité de la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE, ayant pour objet l'activité « pilotage » de la fabrication de certaines gammes de bijoux pour le compte de ses clients, exploitée au 37, Rue BOISSY D'ANGLAS – 75008 PARIS, des rapports du Président et du commissaire à la scission sur la valeur des apports et la « parité » d'échange, l'Associé Unique approuve ce projet dans toutes ses stipulations et spécialement :

- le choix du régime juridique de l'opération et les stipulations relatives au passif de la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE prévoyant l'absence de solidarité entre les sociétés participantes ;
- la valorisation, pour les besoins du calcul de la parité d'échange, des actions de la société CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL à une valeur unitaire de € 35,79, ainsi que la valorisation de la branche apportée à un montant de € 922.630, conduisant à une rémunération de l'apport partiel effectué par la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE par l'attribution de 25.778 actions de la société CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL ;
- l'évaluation à leur valeur nette comptable des actifs et passifs transmis sur la base d'une situation intermédiaire au 30 septembre 2006 ; la valeur de la branche d'activité apportée ainsi évaluée, s'élevant à un montant net de € 416.000 ;
- le montant prévu de la prime d'apport, soit € 23.016,93.

En conséquence, l'Associé Unique décide d'approuver l'apport partiel d'actif prévu dans le projet conclu avec la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE en date du 20 novembre 2006 et l'augmentation de capital en résultant d'un montant de € 392.983,07, représentée par 25.778 actions ordinaires nouvelles attribuées en intégralité à la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE.

Les actions 25.778 actions nouvelles portent jouissance à compter de ce jour.



Pour le surplus, elles sont, dès leur création assimilées aux actions ordinaires anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Le capital est ainsi porté de € 27.398.000 à € 27.790.983,07.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique constate que, par suite de l'adoption de la résolution qui précède et, telle qu'elle lui a été justifiée, de l'approbation de l'opération par les actionnaires de la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE, l'apport partiel d'actif conclu avec la société SUIVI COORDINATION JOAILLERIE est définitif.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique décide d'autoriser le Président, à imputer sur la prime d'apport les frais externes occasionnés par l'apport partiel d'actif qui vient d'être réalisé.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social d'un montant de € 1.376.520,93 par prélèvement à due concurrence sur le compte « Prime d'émission » à hauteur de € 1.316.266,16 et pour le solde soit € 60.254,77 sur le « report à nouveau » afin de porter le capital d'un montant de € 27.790.983,07 à un montant de € 29.167.504 par augmentation corrélative à € 16 du pair de l'action.

Il décide en conséquence de modifier comme suit l'article 6 – CAPITAL SOCIAL des statuts :

« Article 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à € 29.167.504. Il est divisé en 1.822.969 actions représentant chacune une quotité du capital ».

CINQUIEME DECISION

L'Associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales qu'il appartiendra.

* * * * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'Associé Unique et consigné au registre prévu par la loi.

L'Associé Unique

CARTIER SA
Représentée par Monsieur Bernard FORNAS

CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL SAS

Société par Actions Simplifiée

au capital de 29.167.504 €uros

Siège social : 37 rue Boissy d'Anglas

75008 PARIS

334 429 834 RCS PARIS

STATUTS

Mis à jour par décisions de l'Associé Unique en date du 22 décembre 2006

*Copie certifiée
conforme à l'original*

Bernard FORNAS
Président



« Copie certifiée conforme à l'original »
(Mention à écrire à la main au-dessus de la signature)

TITRE I : FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE - DUREE

Article 1 - FORME

1.1 La société **CREATION ARTISTIQUE JOAILLERIE SERTI (C.A.J.S.)**, constituée à l'origine sous la forme de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance a, en application des dispositions de l'article 236 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (devenue l'article L 225-243 du Code de Commerce), adoptée la forme de Société par Actions Simplifiée suivant une décision des actionnaires en date du 28 mars 2000.

1.2 Cette Société continue d'exister entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

1.3 Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par les présents statuts. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet la création, l'exploitation, l'achat, la location-gérance de tous fonds de commerce englobant toutes les opérations et concernant la fabrication de Haute Joaillerie de bijoux ou objets en métaux précieux et généralement toutes opérations commerciales ou financière, mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

Article 3 – DENOMINATION – NOM COMMERCIAL

3.1 La dénomination de la Société est : **CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL SAS.**

3.2 Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'indication du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

4.1 Le siège social est fixé au 37 rue Boissy d'Anglas, 75008 Paris

4.2 Il pourra être transféré en tout autre endroit par simple décision du Président de la Société qui pourra également décider de l'ouverture de toute succursale ou établissement secondaire établi en France.

Article 5 - DUREE

La Société est constituée pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf en cas de décision par l'actionnaire unique ou par la collectivité des actionnaires, de dissolution ou de prorogation.

TITRE II : CAPITAL SOCIAL – MODIFICATION DU CAPITAL

Article 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à € 29.167.504. Il est divisé en 1.822.969 actions représentant chacune une quotité du capital.

Article 7 - MODIFICATION du CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par une décision unilatérale de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

TITRE III : ACTIONS

Article 8 - FORME DES ACTIONS

8.1 Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

8.2 Des attestations d'inscription en compte sont délivrées par la Société à chaque actionnaire. Lesdites attestations sont valablement signées par le Président ou par toute autre personne ayant reçu délégation à cet effet.

Article 9 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 10 - MODALITES DE TRANSMISSION

10.1 Les actions de la Société sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé tenu chronologiquement dit "registre des mouvements".

10.2 La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit (8) jours qui suivent celle-ci.

10.3 L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 11 - CESSION DES ACTIONS

11.1 Les cessions d'actions consenties par l'actionnaire unique sont libres.

Si la Société vient à comporter deux ou plusieurs actionnaires, les dispositions ci-après relatives à l'agrément des cessions d'actions s'appliquent de plein droit :

11.2 En cas de pluralité d'actionnaires, la cession ou la mutation d'actions au profit d'une personne ou d'une Société déjà actionnaire est libre et sera régularisée immédiatement.

11.3 Toute cession par un actionnaire, à un tiers, de sa participation dans la Société est soumise au droit de préemption des autres actionnaires au prorata de leur participation, étant précisé que toute cession partielle du nombre d'actions détenues par un actionnaire est interdite, sauf décision contraire, prise à l'unanimité, par l'ensemble des autres actionnaires. Tout changement de contrôle d'une société actionnaire, quelque soit sa forme juridique, au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, sera assimilé à une cession d'une action détenue par cette dernière dans la Société et ouvrira, par conséquent, droit à l'exercice d'une préemption par les autres actionnaires dans les conditions ci-après définies.

11.4 A l'effet de permettre la mise en œuvre du droit de préemption visé ci-dessus, l'actionnaire désirant céder sa participation, notifiera son intention, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'ensemble des autres actionnaires et à la Société, prise en la personne de son Président. En cas de changement de contrôle, cette notification incombera à la société concernée ou, à défaut, au Président de la présente société par actions simplifiée dès qu'il aura reçu connaissance d'un tel événement.

11.5 Ladite notification indiquera les conditions proposées par le cédant. Si une convention est intervenue avec le ou les acquéreurs, une copie conforme de cette convention sera jointe à la notification. Ladite notification portera notamment toutes les précisions requises afin de déterminer l'identité du ou des acquéreurs et celle de la ou des personnes physiques ou morales, ou groupe de personnes physiques ou morales qui détiennent, directement ou indirectement, le contrôle du ou des acquéreurs, étant précisé, que le terme " contrôle " s'entend tel que défini à l'article L 233-3 du Code de Commerce. En cas de changement de contrôle, ladite notification contiendra une évaluation des actions concernées de la Société.

11.6 A compter de la réception de ladite notification, sous réserve que celle-ci comprenne l'ensemble des éléments d'information visés au paragraphe 11.5, chaque actionnaire non cédant fera connaître au cédant, dans un délai maximum de soixante (60) jours, par lettre recommandée, avec accusé de réception, son intention ou non d'acquérir les actions proposées ainsi que, le cas échéant, la proportion et le prix auxquels il s'engage à acquérir lesdites actions.

11.7 Pour le cas où les conditions de prix et de paiement proposées par les actionnaires préempteurs ne correspondraient pas aux conditions soumises par l'actionnaire cédant et sauf accord à intervenir entre le cédant et les actionnaires préempteurs, il sera procédé à la détermination du prix à dire d'expert conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil, sur requête de la partie la plus diligente. Dans cette hypothèse, le paiement du prix interviendra obligatoirement à la date de transfert des actions, quelque soit les conditions de paiement qui avaient été arrêtées avec le ou les acquéreurs proposés par le cédant. Le prix déterminé à dire d'expert, liera les parties, celles-ci ne pouvant pas demander le bénéfice d'un droit de repentir, soit pour le cédant en renonçant à sa cession, soit pour le ou les acquéreurs en renonçant à l'exercice de leur droit de préemption.

11.8 La cession des actions concernées interviendra dans un délai maximum de trente (30) jours de l'accord des parties ou, le cas échéant, de la détermination du prix dans les conditions définies ci-dessus, par la remise d'un ordre de mouvement, contre paiement du prix.

11.9 Si l'exercice des droits de préemption ne permet pas l'acquisition de la totalité de la participation de l'actionnaire cédant, les droits de préemption seront réputés n'avoir pas été exercés. Dans cette hypothèse, le cédant pourra librement céder sa participation à l'acquéreur visé dans sa notification de cession et ce aux conditions définies dans ladite notification. Toutefois, ladite cession devra intervenir dans les quatre vingt dix (90) jours de la fin de la période pendant laquelle les autres actionnaires pouvaient exercer leurs droits de préemption, conformément aux dispositions ci-dessus. Pour le cas où cette cession ne serait pas intervenue dans ce délai, toute cession d'actions postérieure à l'expiration dudit délai sera à nouveau soumise à la procédure de préemption définie au présent article.

11.10 Dans le cas où un ou plusieurs actionnaires préempteurs ne verseraient pas le prix convenu ou fixé à dire d'expert dans le délai de trente (30) jours visé au paragraphe 11.8, et si les autres actionnaires ne se portaient pas acquéreurs de ces actions dans un délai de quinze (15) jours suivant l'expiration du délai de 30 jours, le cédant aura la faculté, soit de demander l'exécution par les actionnaires en défaut de leurs obligations, soit de céder la totalité de sa participation à ou aux acquéreurs désignés dans sa notification de cession et ce aux conditions visées dans ladite notification. Dans cette dernière hypothèse, la cession devra intervenir dans le délai de quatre vingt dix (90) jours, visés à l'article 11.9. Faute de quoi, tout nouveau projet de cession sera soumis à la procédure de droit de préemption définie au présent article.

11.11 Toute cession d'actions de la Société intervenue en violation des dispositions ci-dessus sera nulle.

Article 12- NANTISSEMENT D'UN COMPTE D'ACTIONS

Si, en cas de pluralité d'actionnaires, la collectivité des actionnaires a donné son consentement à un projet de nantissement d'un compte d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1^{er}, du Code Civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions, en vue de réduire son capital.

Article 13- DROITS ATTRIBUES AUX ACTIONS

13.1 Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

13.2 Toutes les actions qui composent ou composeront le capital social seront toujours assimilées en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, à raison du remboursement du capital de ces actions, devenir exigibles pour certaines d'entre elles seulement, soit au cours de l'existence de la société, soit à la liquidation, seront répartis entre toutes les actions composant le capital lors de ce ou de ces remboursements, de façon que toutes les actions actuelles ou futures confèrent à leurs propriétaires les mêmes avantages effectifs et leurs donnent droit à recevoir la même somme nette, sauf à tenir compte s'il y a lieu de l'état de libération ou d'amortissement des actions.

13.3 Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les actionnaires devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de droits nécessaires.

TITRE IV : EXCLUSION

Article 14 – EXCLUSION

14.1 En cas de pluralité d'actionnaires, l'actionnaire de la Société peut être exclu de celle-ci dans les cas suivants:

- Violation des statuts ;
- Faillite personnelle ou, pour une société ; mise en redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ;

14.2 L'exclusion ne pourra intervenir que si les griefs invoqués à l'encontre de l'actionnaire concerné lui sont, au préalable, notifiés, par lettre recommandée, avec accusé de réception, et que ce dernier a été en mesure de faire connaître, dans un délai de trente (30) jours suivant réception de cette notification, son désaccord motivé sur le projet d'exclusion.

14.3 La décision d'exclusion est prise à l'unanimité des autres actionnaires. Toutefois, en cas de désaccord de l'actionnaire concerné, l'exclusion ne pourra être prononcée que par décision du tribunal arbitral constitué dans les conditions définies ci-après.

14.4 En cas d'exclusion, le ou les actionnaires restant sont tenus d'acquérir ou de faire acquérir, par tout tiers de leur choix ou, le cas échéant, la Société, l'ensemble de la participation détenue par l'actionnaire concerné. En cas de désaccord sur le prix, ce dernier sera déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil sur requête de la partie la plus diligente.

14.5 La cession desdites actions sera effectuée, dans les trente (30) jours de la détermination du prix, par le Président de la Société sur le registre des mouvements des actions contre paiement du prix à l'actionnaire exclu.

TITRE V : DIRECTION DE LA SOCIETE

Article 15 - PRESIDENCE

15.1 La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

15.2 Le Président est nommé, pour une durée déterminée ou indéterminée, par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires. S'il est à durée déterminée, le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

15.3 La décision nommant le Président fixe la durée de ses fonctions.

15.4 En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions supérieures à un mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par décision de l'actionnaire unique ou des actionnaires concernés.

15.5 Le Président représente seul la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

15.6 Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

15.7 Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette limitation puisse être opposée aux tiers, le Président ne pourra prendre les dispositions et engagements suivants qu'après consultation de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de la collectivité des actionnaires :

- l'acquisition, la vente d'éléments de fonds de commerce, la prise ou mise en location gérance de fonds de commerce ; la suppression ou l'arrêt d'une branche d'activité ;
- toute prise ou cession de participation dans une société ou entreprise de quelque nature que ce soit ;
- tout consentement de sûretés sur les biens et actifs de la Société ainsi que le consentement de cautions, avals ou garanties d'obligations souscrites par des tiers, ou l'un quelconque des actionnaires de la Société ou toute personne contrôlée par ou contrôlant, au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, lesdits actionnaires.

15.8 Le Président est autorisé à consentir des délégations à tout mandataire de son choix, associé ou non, pour un ou plusieurs objets déterminés avec ou sans faculté de subdéléguer. Il détermine la durée des fonctions, les attributions, les pouvoirs et, s'il y a lieu, les rémunérations des mandataires qui exercent leur fonction sous son contrôle et sa responsabilité.

15.9 La rémunération du Président est fixée par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois fixe et proportionnelle.

Article 16 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS OU ACTIONNAIRES

16.1 Lorsque la Société ne comprend qu'un actionnaire unique, il est seulement fait mention au Registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

16.2 En cas de pluralité d'actionnaires, le Commissaire aux comptes présente aux actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou, s'il s'agit, d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce.

Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

16.3 Le texte des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes.

Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

Article 17- COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

TITRE VI : CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

18.1 Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leurs fonctions conformément à la loi.

18.2 Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

18.3 Le ou les commissaires aux comptes sont nommés par l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par décision collective.

TITRE VII : DECISIONS COLLECTIVES

Article 19 – DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE OU DES ACTIONNAIRES

19.1 L'actionnaire unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à la collectivité des actionnaires lorsque la Société comporte plusieurs actionnaires.

19.2 L'actionnaire unique ou, le cas échéant, la collectivité des actionnaires, prend les décisions concernant les opérations suivantes :

- a) Toute modification des présents statuts.
- b) L'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats.
- c) La nomination et la révocation du Président.
- d) La nomination ou la révocation du ou des commissaires aux comptes.
- e) La fusion, la scission ou l'apport partiel d'actif de la Société.
- f) La transformation de la Société en Société d'une autre forme.
- g) La prorogation de la durée de la Société.
- h) La dissolution et mise en liquidation de la Société.
- i) L'exclusion d'un actionnaire dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus.
- j) L'augmentation, la réduction et l'amortissement du capital.

19.3 Les décisions collectives sont prises à l'initiative du Président , soit en assemblée réunie au siège social ou en tout lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation écrite, soit par téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle). Les décisions collectives peuvent également résulter du consentement des actionnaires exprimé dans un acte sous seing privé.

19.4 Les commissaires aux comptes ou un mandataire de justice peuvent également convoquer une assemblée d'actionnaires dans les conditions et selon les modalités prévues par le Code de Commerce pour les sociétés anonymes.

Assemblées générales

19.5 Les actionnaires se réunissent sur convocation de leur Président au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

La convocation est faite par tous moyens, quinze (15) jours à l'avance. L'assemblée peut toutefois se réunir sans délai si tous les actionnaires sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le Président, et en son absence par l'auteur de la convocation ou un actionnaire désigné par l'assemblée.

19.6 Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre actionnaire ou toute autre personne désignée à cet effet. Chaque actionnaire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou télex. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Il est signé une feuille de présence dans les conditions prévues par le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 pour les sociétés anonymes.

Consultation écrite

19.7 Les actionnaires disposent d'un délai maximal de dix jours à compter de la date d'envoi (par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve) des projets de décisions pour émettre leur vote par écrit.

Le vote est formulé sous le texte des décisions proposées et, pour chaque décision, par les mots « oui » ou « non ». La réponse dûment datée et signée par l'actionnaire est adressée à la ou les personnes qui ont pris l'initiative de la consultation, par télécopie ou par tout autre moyen permettant de rapporter la preuve de ladite réponse.

Une réponse est considérée comme adoptée si elle a été approuvée dans les conditions visées à l'article 19.3 ci-dessus. Dans ce cas, elle prend effet à la date à laquelle l'approbation de la décision dans les conditions susvisées est acquise.

Délibérations par voie de téléconférence (téléphoniques ou audiovisuelles)

19.8 Lorsque les délibérations sont prises par voie de téléconférence, la personne ayant pris l'initiative de la convocation établit dans les meilleurs délais, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance portant:

- l'identité des actionnaires participant aux délibérations, et le cas échéant des actionnaires qu'ils représentent;
- celle des actionnaires ne participant pas aux délibérations (non votant) ;

- le nom du président de séance;

ainsi que, pour chaque résolution,

- l'identité des actionnaires avec le sens de leurs votes respectifs (adoption, abstention ou rejet) .

La personne ayant pris l'initiative de la consultation en adresse une copie par télécopie ou tout autre moyen à chacun des actionnaires. Les actionnaires ayant participé aux délibérations lui en retournent une copie, dans les meilleurs délais, après signature, par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve. En cas de mandat, une preuve des mandats lui est également envoyée avant l'ouverture des délibérations par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux actionnaires et les copies en retour signées des actionnaires comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

Une décision est considérée adoptée si elle a été approuvée dans les conditions prévues à l'article 20 ci- dessous.

Article 20 – MAJORITE - VOTE

20.1 Les décisions collectives des actionnaires sont prises à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

20.2 Par dérogation aux dispositions ci-dessus, les clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à la suspension des droits de vote, à l'augmentation des engagements des actionnaires, à l'atteinte aux droits fondamentaux des actionnaires, au transfert du siège social de la société à l'étranger, à un projet de nantissement d'actions, ne peuvent être adoptées, modifiées ou supprimées qu'à l'unanimité des actionnaires.

20.3 Chaque action émise par la Société donne droit à une voix. Chaque actionnaire pourra émettre sans limitation autant de voix qu'il détient d'actions.

TITRE VII : EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS AFFECTATION DU RESULTAT – CAPITAUX PROPRES

Article 21 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier avril d'une année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Article 22 - COMPTES ANNUELS

22.1 Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

22.2 A la clôture de chaque exercice, le Président établit le bilan, le compte de résultat et les annexes requises conformément à la loi.

Article 23 - AFFECTATION DU RESULTAT

23.1 Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

23.2 Les bénéfices de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures et sommes requises pour la constitution de la réserve légale, seront entièrement distribués aux actionnaires, sauf décision contraire de ces derniers de constituer un ou plusieurs fonds de réserve.

23.3 Les bénéfices distribuables seront attribués aux actionnaires au prorata de leur participation au capital de la Société.

23.4 Les actionnaires peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice et seront distribués dans les neuf (9) mois de la clôture de l'exercice. Les actionnaires peuvent également décider la distribution de tout acompte sur dividende.

23.5 Sauf à décider une réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital effectivement souscrit à cette date, augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Article 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL

24.1 Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter les actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

24.2 Il y aurait lieu à dissolution de la Société, si la résolution soumise au vote des actionnaires tendant à la poursuite des activités sociales ne recevait pas l'approbation des actionnaires.

TITRE VIII : DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 25 – DISSOLUTION

25.1 La dissolution anticipée de la Société peut être décidée par l'actionnaire Unique ou par une décision collective des actionnaires statuant aux règles de quorum et de majorité stipulée ci-dessus. Ladite dissolution entraîne la liquidation de la Société.

25.2 Les actionnaires, lors de la décision de dissolution, nomment les liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération. Cette nomination met fin aux fonctions du Président et, sauf décision contraire des actionnaires, à celle des commissaires aux comptes.

25.3 Les liquidateurs ont, conjointement, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la Société et d'éteindre son passif.

25.4 Les actionnaires délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

25.5 En fin de liquidation, les actionnaires statuent sur les comptes définitifs de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat. Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation. Si les liquidateurs négligent de consulter les actionnaires, le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette consultation.

TITRE IX : CONCILIATION – ARBITRAGE

Article 26 - CONCILIATION - ARBITRAGE

26.1 Toutes contestations ou différends qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la Société et les actionnaires, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises à l'arbitrage.

26.2 A défaut d'accord des parties sur la désignation d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la constatation d'un différend, notifiée par la partie la plus diligente.

26.3 Les deux arbitres choisis seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de quinze (15) jours suivant la nomination du dernier arbitre.

26.4 Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner son arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième arbitre, ledit arbitre sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce du département du siège social de la Société, sur requête de la partie la plus diligente.

26.5 Les arbitres statueront en amiable compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à faire appel contre les décisions des arbitres.

26.6 Les frais de l'arbitrage seront supportés par les parties dans les proportions déterminées par les arbitres.